



5, rue Iberville, Rivière-du-Loup, (Québec) G5R 1G5
418-867-8545

MÉMOIRE

de

L'ACEF DU GRAND-PORTAGE

présenté

à

LA COMMISSION SUR L'AVENIR DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE
QUÉBÉCOIS

Mai 2007

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

L'Association Coopérative D'Économie Familiale (ACEF) du Grand-Portage a été fondée en 1990. Cet organisme communautaire dispense des services spécialisés dans les domaines du budget et de l'endettement afin d'aider les individus et les familles à faible ou moyen revenu à solutionner définitivement leur problème budgétaire et/ou d'endettement. De plus, l'ACEF du Grand-Portage, comme groupe d'intervention en consommation, voit à la protection, la défense et l'éducation des consommateurs.

L'ACEF du Grand-Portage est membre de l'Union des consommateurs. Elle travaille en collaboration avec les organismes du milieu, l'Office de la protection du consommateur, les associations de consommateurs et l'ensemble des groupes de défense de droit du Québec dans le but de défendre les droits des familles et des individus sur le plan social et économique.

Notre intervention devant cette Commission est motivée par notre intérêt pour les questions agroalimentaires et non parce que nous pourrions faire valoir une grande expertise. À titre d'organisme impliqué dans la défense des droits des consommateurs, nous sommes directement interpellés par la crise vécue en agriculture et en agroalimentaire, car l'alimentation est le premier besoin essentiel à combler pour survivre. D'autre part, il est impossible de demeurer insensible au sort de centaines, sinon de milliers d'agriculteurs qui sont confrontés à des problèmes financiers et humains écrasants pour avoir suivi les conseils et recommandations de ceux qui pensaient bien faire en les engageant sur les voies de la production industrielle et de l'exportation. Bien plus, nous ne pouvons tout simplement pas nous priver de leur expertise, leur engagement, leur force et leurs talents à produire des aliments pour nourrir le Québec.

Nous remercions la Commission de nous permettre de lui faire part de notre avis sur toutes ces questions. Nous tenons à souligner la qualité du document de consultation préparé par la Commission. Nous avons tenté de nous inspirer de son organisation pour rédiger le présent mémoire.

INTRODUCTION

Tout ce que nous avons lu et entendu sur le sujet depuis 24 mois nous confirme la crise de l'agriculture et de l'agroalimentaire et son ampleur sans précédent. À peu près tout ce que nous avons lu et entendu désigne la course à la productivité et à l'industrialisation, rendues nécessaires pour la conquête de nouveaux marchés, comme le facteur principal de cette crise. Nous croyons qu'il est temps de renoncer à effectuer d'autres études, à chercher des preuves, à accumuler des chiffres. Le modèle de l'agrobusiness a fait la preuve de son échec, en tant que modèle viable pour l'agriculture moderne. Il faut penser « solution », solution globale, applicable localement. Notre intention, si vous l'agréez, n'est pas de reprendre point par point tous ni même quelques-uns des items techniques et spécialisés qui peuvent faire l'objet de débats pointus entre spécialistes. Nous proposons plutôt un fil conducteur, une vision globale de ce que pourrait être l'agriculture au Québec, afin que consommateurs et producteurs agricoles en retirent des avantages.

DISSOLUTION DU LIEN CONSOMMATEUR-AGRICULTEUR

Nourrir sa famille propre, puis élargie, ensuite nourrir son village, c'est là que l'agriculteur a gagné ses titres de noblesse, sa crédibilité. On lui faisait confiance, il était, lui et sa famille, l'un des nôtres, tout comme nous faisons partie de son environnement et il nous faisait confiance pour être payé, en argent, en services ou en biens. Le producteur agricole d'aujourd'hui est encore l'un des nôtres, mais on ne pense plus à lui comme à celui qui nous nourrit. Il est notre voisin, plus ou moins éloigné, qui gagne sa vie grâce à ce qui est devenu sa petite entreprise. Il n'en demeure pas moins que nous continuons à nous nourrir et que ce voisin continue à produire. La crise dont on parle aujourd'hui est illustrée en grande partie par ce nouveau rapport entre le citoyen devenu simple consommateur et l'agriculteur devenu un producteur comme les autres.

LA CRISE ACTUELLE : SYMPTÔMES ET CAUSE

Nous partons de l'hypothèse très simple que la situation présente (la crise) est le résultat de choix inappropriés faits dans le passé : pas des choix de détail, plutôt des choix majeurs, puisque la crise est majeure. Parmi les symptômes l'illustrant, nous retenons particulièrement ceux-ci :

- La perte de confiance du consommateur à l'égard de la qualité (innocuité, salubrité, apport alimentaire, ...) de ce qu'il achète : sans quoi il n'exigerait pas toutes ces réglementations sur l'étiquetage et la provenance de ses achats.
- La méfiance du citoyen vis-à-vis les pratiques agricoles, souvent jugées d'avance nuisibles à l'environnement.
- La détérioration constante du revenu agricole net des producteurs et la détresse qui frappe un grand nombre d'entre eux, sans oublier le problème de la rareté de la relève.

- Les alertes aux produits dangereux, toxiques, lancés de plus en plus fréquemment par des groupes préoccupés par l'environnement (« Une nation toxique », par exemple)
- La dépendance de plus en plus grande des producteurs (pour les carburants, la machinerie, les semences et les produits chimiques) comme des consommateurs (les chaînes de détaillants) de quelques entreprises qui tendent à contrôler le marché.
- La tendance à la concentration de la propriété des terres agricoles et la tendance à l'intégration des étapes de la production ; le petit producteur peine à survivre.
- Le développement, souvent en dehors du soutien de l'état, de l'agriculture biologique et des productions spécialisées, complètement à contre-courant des pratiques « encouragées » depuis 50 ans.

Tous ces symptômes, sauf le dernier, qui est une réaction, découlent directement de la course à l'industrialisation et à la productivité qui ont entraîné toute une série de conséquences aux effets le plus souvent néfastes : spécialisation des élevages et des cultures, monoculture intensive, apport massif d'engrais chimiques et de pesticides, machinerie de plus en plus lourde et coûteuse, besoins croissants en capital et en énergie (d'origine fossile la plupart du temps) etc. Étant donné la panoplie de problèmes qu'il entraîne, il semblerait étonnant que le modèle de l'agro-business ait encore la main haute sur l'agriculture au pays, mais les intérêts financiers des grandes entreprises qui y sont liées sont trop importants pour qu'elles abandonnent si facilement le morceau.

D'autre part, on parle de plus en plus de développement durable, pérennité des sols, survie des fermes familiales, polyculture, agriculture biologique et de proximité, protection de la bio-diversité, sécurité alimentaire, complémentarité entre productions animales et productions végétales, programmes de compostage ; tout le monde s'en mêle, à des degrés divers sur l'échelle du virage vert, autant l'UPA que le MAPAQ d'un côté que l'Union Paysanne ou GreenPeace de l'autre. Ce qu'il nous faudrait, c'est une démonstration claire que ce virage vert est non seulement incontournable mais réalisable. Nous n'avons pas la prétention d'apporter à la Commission cette démonstration ; tout au plus pouvons-nous en donner quelques indices.

Nous verrons qu'une agriculture visant la souveraineté alimentaire du Québec, qui tient compte du développement durable et donc de l'environnement au sens large (naturel et humain), ce qu'on pourrait appeler une agriculture écologique, offre une réponse intéressante à la plupart des enjeux soulevés par la commission.

1 : Les besoins alimentaires de la population

Les nouvelles tendances en consommation, comme vous l'avez souligné, exigent certaines valeurs qui font toutes partie du virage vert dont on parle tant : « bien-être animal, achat local ou régional, la certification environnementale, le commerce équitable, les produits écologiques et l'agriculture biologique ». Nous ne croyons pas

que les modes de production et de transformation favorisés actuellement sont bâtis sur ces valeurs.

Vos questions :

Page 7 :

Est-ce que le secteur agricole et agroalimentaire québécois est bien préparé pour répondre aux besoins actuels et futurs des consommateurs?

D'entrée de jeu, nous avons répondu « non » à cette question, sinon, il n'y aurait pas crise aujourd'hui. Le « non » est encore plus vigoureux en ce qui concerne les besoins futurs des consommateurs. Nous ne voyons pas comment les agriculteurs pourront contribuer à nourrir le Québec de demain, si leur condition continue à se dégrader au rythme présent. Nous ne voyons pas non plus qu'ils disposent des outils leur permettant d'effectuer ce virage « vert ».

Page 8 :

Comment le Québec doit-il s'inscrire dans la dynamique des échanges mondiaux de produits agricoles et alimentaires?

Le Québec, en visant la souveraineté alimentaire d'abord, renonce à s'inscrire dans cette dynamique, sauf pour les produits pour lesquels il a un avantage concurrentiel marqué et à condition que leur production respecte les principes du développement durable. Par ailleurs, il n'y aurait aucune objection à ce que nous exportions un modèle agricole écologique vers les pays en développement, au lieu de laisser se poursuivre chez eux la transformation des terres consacrées à l'agriculture de subsistance par des monocultures destinées à l'exportation.

L'accroissement prévisible de la demande mondiale pour des protéines animales doit-il ou non être vu comme une opportunité pour le secteur agroalimentaire québécois?

C'est en grande partie ce type d'opportunité qui a conduit l'agriculture à la crise actuelle. Si nous voulions nous en saisir de nouveau, ce serait faire « more of the same », avec un accroissement des problèmes qui s'ensuivent : monoculture, concentration, vulnérabilité sur les marchés mondiaux, etc...

2 : La production agricole

Vos questions :

Page 11 :

Que signifient ces tendances pour l'avenir des fermes québécoises, petites, moyennes et grandes?

Quelles stratégies devrions-nous retenir pour en gérer les conséquences?

Quel rôle doit jouer l'État?

Ces questions expriment le coeur des enjeux : qui a les moyens de vivre de l'agriculture au Québec (ou même en Occident) ? Si le Québec veut accéder à une certaine forme de souveraineté alimentaire, les agriculteurs doivent non seulement survivre, mais vivre décemment, dans un contexte de sécurité financière raisonnable. Le virage écologique nous paraît prometteur à cet égard : il signifie généralement une capitalisation moindre, une plus grande variété de produits, ce qui procure une relative souplesse vis à vis les variations climatiques, moins de machinerie et plus d'emplois, de plus petites unités de production, etc. L'État doit faciliter aux producteurs agricoles ce virage vert, porteur d'avenir.

Page 14 :

L'aide financière devrait-elle être fonction de la nature et du volume des produits, du revenu global de l'entreprise agricole, de la taille, du stade de développement de l'entreprise ou d'autres critères?

Nous avons retenu cette question de la section concernant le soutien de l'État, car elle nous donne prise sur toutes les autres : l'État doit soutenir les productions et le développement de productions qui favorisent la souveraineté alimentaire (exemple : des produits importés qu'on pourrait produire ici), l'agriculture biologique, la polyculture, la pérennité des sols, l'agriculture de proximité, etc. L'État peut continuer à soutenir les productions déficitaires si celles-ci contribuent à notre souveraineté alimentaire, tout en incitant les entreprises à rendre leurs pratiques plus écologiques. Par ailleurs, si les produits biologiques locaux étaient payants pour les agriculteurs et moins chers pour les consommateurs, il y en aurait plus sur les tablettes et tout le monde y trouverait son compte.

Craindrait-on, à prendre ce virage vert, d'engager encore une fois l'agriculture dans une voie sans issue, comme ça a été le cas pour la soi-disant conquête des marchés d'exportation ?

Ce n'est pas faire preuve d'optimisme naïf que de penser que, étant donné la pression exercée sur l'environnement par une population mondiale croissante, et aux besoins croissants, la production écologique deviendra la seule façon rationnelle de produire. Il est plutôt utopique de croire qu'on peut continuer le développement et la croissance, ici comme ailleurs, sans tenir compte des ressources par définition limitées de la planète et de sa capacité à absorber et recycler nos produits chimiques.

3 : La transformation alimentaire

La transformation alimentaire et le développement de nouveaux marchés.

La recherche de souveraineté alimentaire pourrait s'avérer une excellente façon de contrer la vulnérabilité des entreprises québécoises face au marché

d'exportations et aux fluctuations du dollar canadien. Si le Québec « offre des facteurs de production parmi les plus avantageux au monde », pourquoi ne pas s'en servir pour accroître notre souveraineté alimentaire, surtout si « il est difficile pour les entreprises québécoises de concurrencer les grandes sociétés canadiennes et étrangères, particulièrement sur les marchés d'exportation ». Ce sont les petites entreprises qui semblent le mieux s'en sortir, en misant sur des créneaux spécialisés et leur capacité d'adaptation rapide. « Small is beautiful », d'autant plus si ces petites entreprises adoptent des pratiques résolument écologiques.

4 : La distribution des produits alimentaires

L'étiquetage.

La souveraineté alimentaire implique l'incitation à consommer des produits d'ici. Le consommateur doit être informé sur l'origine de ces aliments. Tout comme la qualité nutritive, le mode de production (biologique, équitable,) de transformation, la présence ou non d'OGM, la valeur nutritive des aliments, qui doivent faire l'objet d'un étiquetage complet et obligatoire. Ces données sont essentielles à l'éducation du consommateur et pour les producteurs et transformateurs qui investissent pour respecter des normes de qualité donnée.

Les HRI.

Si les producteurs québécois qui respectent certaines normes « vertes et à contenu québécois » sont soutenus par l'État, on peut penser qu'ils pourront offrir leurs produits à des prix concurrentiels et qu'ils bénéficieront ainsi d'une meilleure position sur le marché.

5 : Le commerce extérieur de produits agricoles et agroalimentaires

Commerce extérieur VS souveraineté alimentaire.

Pour nous, la sécurité alimentaire est primordiale et la meilleure façon de l'assurer est de rechercher la souveraineté alimentaire. Pour cela, encore faut-il garder nos producteurs et nous ne pensons pas que le Québec doive tenter de maintenir ou d'accroître « à tout prix » ses positions sur les marchés mondiaux. Il est impossible de contrôler les marchés mondiaux. On le voit bien ces temps-ci avec la tentation qu'a le gouvernement conservateur à Ottawa de hausser ses quantités de pesticides permis sur certains produits destinés à l'exportation. Si des entreprises, agricoles ou autres, veulent s'aventurer à l'exportation, elles doivent être prêtes à en assumer la plus grande part des risques. Par ailleurs, si « la qualité, l'innocuité, la traçabilité et la fiabilité des livraisons » font partie des caractéristiques des produits québécois, ces derniers pourraient bien se retrouver dans un créneau où ces qualités, devenues rares ailleurs, en font des produits de luxe sur les marchés internationaux! Quoiqu'il en soit, ce qui nous importe, c'est

de nourrir les Québécois d'abord, avec les producteurs agricoles québécois. C'est dans ce même esprit qu'il faut considérer l'importance à accorder à la transformation. C'est un secteur à ne pas négliger à cause de la valeur ajoutée, qui contribue à l'emploi et à la richesse collective, mais cela ne doit pas mettre en péril la sécurité alimentaire des Québécois.

7 : L'agriculture, l'agroalimentaire et l'environnement

À toutes ces questions, nous répondons qu'il faut soutenir le passage à une agriculture biologique, qui tient compte du développement durable et des environnements naturel et humain. Il n'est pas question d'opposer développement économique et développement durable, compétitivité et protection de l'environnement. Nous croyons qu'il est plus rationnel, au plan économique, au plan social et au plan environnemental, à plus ou moins long terme, de se tourner vers l'agriculture biologique pour arriver à produire des aliments sains, à des fins de consommation locale, régionale ou nationale. Présentement, les entreprises qui engrangent régulièrement des profits, sans se soucier des coûts sociaux, humains et environnementaux, sont les producteurs d'intrants, soit les fabricants de machinerie, de semences, engrais et pesticides, les entreprises liées au raffinage et à la distribution du pétrole, et les institutions financières. De fait, les subventions dont bénéficient les producteurs agricoles se retrouvent souvent dans les poches de ces entreprises.

Une agriculture à production diversifiée et biologique, consacrée à la souveraineté alimentaire est rentable à de multiples points de vue:

- Elle exige moins de capital : la culture intensive à grande échelle exige une capitalisation importante pour de la machinerie, pour de grandes surfaces, de gros bâtiments, etc.
- Plus de main-d'oeuvre
- Moins d'énergie fossile pour le transport et la production des intrants
- Moins de gaz à effets de serre
- Moins de dépendance des fournisseurs de produits chimiques
- Moins de dépendance du marché d'un seul ou d'un petit nombre de produits
- Moins de dépendance des variations climatiques, à cause de la variété de la production
- Elle permet un transfert plus facile (moins de capital)
- Des marchés plus proches
- Moins de transport vers ces marchés
- Moins de pollution liée à ce transport
- Maintien de la biodiversité, par la polyculture
- Plus de facilité pour s'adapter au marché
- Circulation d'argent plus locale
- Plus de propriété citoyenne : ce sont de vraies personnes qui possèdent les terres qui entourent le village ou la ville et qui ont à coeur de bien s'entendre

avec leurs voisins ; non des corporations financières dont le but est d'abord économique.

Depuis plusieurs années, des producteurs agricoles d'ici et d'ailleurs dans le monde se sont tournés vers l'agriculture biologique et ils en sont fiers. La meilleure preuve de la rentabilité de leur pratique est leur survie, en dehors, le plus souvent, du circuit des subventions accordées à l'agriculture industrielle. Ce ne sont pas des gens qui posent fièrement devant leurs puissants tracteurs ; ce sont des gens qui nous montrent leur champ. Leur capital ne se mesure pas en dollars investis dans la machinerie, mais en capacité de leur terre à produire aujourd'hui et demain. Nous croyons qu'il faut reconnaître la valeur de l'expertise de ces personnes, développée au fil des ans, et la mettre à profit pour favoriser le virage vert souhaité.

8: La santé et les préoccupations des consommateurs

Les associations de consommateurs font la promotion d'une saine alimentation depuis plusieurs années. À travers des ateliers sur l'alimentation, la promotion de la Charte des droits alimentaires de l'Union des consommateurs, la participation à des comités et campagnes de sensibilisation, plusieurs jouent un rôle important en éducation à de bonnes habitudes de santé. Si le gouvernement adopte le virage vert que nous souhaitons, soyez assurés que les associations de consommateurs poursuivront leur travail de sensibilisation et d'éducation.

Par ailleurs, un usage intelligent de l'étiquetage et de l'information permise sur l'emballage, qui informerait les acheteurs sur l'origine, le type de production, le contenu des produits et non seulement le « non-contenu » (0 gras trans, 0 cholestérol, faible en sucre....) permettrait au consommateur de mieux s'y retrouver.

Sur un autre plan, chaque école ou commission scolaire peut et doit se doter de politiques liées à de saines habitudes alimentaires, que ce soit à l'occasion d'appel d'offres pour les cafétérias, ou le choix des machines distributrices, la mise sur pied de projets-écoles, l'intégration de projets d'apprentissage sur la « bouffe » et la cuisine, etc. Nous croyons que tout ce qui concerne les apprentissages liés au corps, à la vie doit impérativement être l'objet d'une grande attention de la part des institutions d'enseignement. Les êtres humains sont des êtres vivants avant tout : ils ne peuvent pas manger n'importe quoi !

9 : La ruralité et le développement régional

Si la spécialisation et l'augmentation de taille des exploitations agricoles est en lien direct avec la diminution de la population rurale, nous croyons que, encore ici, une agriculture diversifiée, biologique, axée sur une distribution et une transformation d'abord locales contribuera à non seulement freiner, mais renverser la dévitalisation du milieu rural.

Les politiques de soutien du revenu et de protection du territoire agricole sont, parmi d'autres, des outils qui peuvent être mis à contribution pour soutenir ce développement d'une agriculture biologique et diversifiée, orientée par définition pour durer.

Présentement, la relève éprouve peu d'attrance pour un métier stressant, aux heures innombrables, à la paye incertaine, aux possibilités de conflits avec les voisins, etc. Le jour où il fera bon vivre de l'agriculture, où il sera bien vu de travailler à nourrir « son » monde, où le métier d'agriculteur sera valorisé, où il sera possible d'être « petit » et de bénéficier de subventions pour de « bonnes » productions, les campagnes ne se dépeupleront plus. On n'imagine pas qu'un village ou une paroisse se ligue pour empêcher l'installation d'un médecin dans la communauté ; mais on le voit fréquemment pour un producteur agricole qui voudrait installer un gros élevage intensif. Le jour où l'agriculteur aura changé certaines de ses pratiques, où l'on comprendra que l'agriculteur est quelqu'un qui nous apporte un bienfait, par son travail, par l'argent qu'il dépense, par son bon voisinage, la relève suivra.

10 : La gouvernance

Ayant soutenu depuis de nombreux mois le Collectif pour la survie des fermes familiales à dimension humaine, nous partageons son analyse quant au rôle qu'aurait pu jouer l'UPA pour prévenir la crise actuelle, étant donné le pouvoir d'influence qu'on lui prête volontiers et son mandat de défense et représentation des intérêts des agriculteurs. Nous comprenons très bien que les membres de l'UPA aient voulu garder un front uni pour ne pas perdre leur force devant les difficultés qu'ils traversent, mais il faut admettre que cette belle unité n'a pas empêché la crise de se produire. Peut-être même en est-elle en partie responsable, personne n'étant autorisé à émettre des doutes sur l'orientation « grande entreprise » favorisée par l'UPA.

Nous appuyons donc la suggestion du Collectif de créer un organisme consultatif de bonne gouvernance, apolitique et détaché des lobbys habituels, chargé de réfléchir sur toute question relative aux politiques agricoles et agroalimentaires que voudra lui soumettre le gouvernement ou sur toute question qu'une vigile attentive aura signalée à son attention.

CONCLUSION

En terminant je me permettrai de citer quelques passages d'un chercheur scientifique et militant écologiste qui fut employé pendant une vingtaine d'années à Environnement Canada :

« Alors que l'agriculture industrielle a pour but de produire des protéines au plus bas prix possible, l'agriculture écologique a pour but de produire des aliments de

qualité, d'alimenter les humains de manière éthique à l'égard du Tiers Monde et de développer les potentialités biologiques, sociales et culturelles de l'espace rural, écosystème essentiel à la vie de la collectivité humaine tout entière.

(...)

*Les avantages de l'agriculture écologique sur l'agriculture industrielle sont multiples. Généralisée, elle permettrait une économie d'énergie considérable et contribuerait à réduire la lourde facture pétrolière du pays. L'une des plus importantes causes de pollution des eaux disparaîtrait. Elle revaloriserait le travail (d'agriculteurs) beaucoup plus nombreux et autonomes (...). Notre agriculture serait moins vulnérable puisque moins dépendante des marchés extérieurs. Non seulement serions-nous libérés de la pression de l'ignoble arme alimentaire, mais nous pourrions exporter notre modèle agricole vers le Tiers Monde sans y créer pour autant une dépendance technologique. Les produits agricoles seraient plus frais, de meilleur goût, non toxiques et plus diversifiés. » **

Nous vous remercions de nous avoir donné l'occasion de nous exprimer.

François Genest, pour l'ACEF du Grand-Portage

* Jurdant, Michel, Le défi écologiste, Boréal Express, 1984, page 150 et 151.